

Tous à l'école
Préparez vos enfants à briller, dès le premier jour.



Jusqu'à
5mois* de salaire
Réponse en **24H****
Remboursement sur
11mois maximum

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

www.boafrica.com



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0670 du 16 au 22 Septembre 2025- Prix : 250 F CFA

SANTE/ PALUDISME :

**LA GRATUITÉ DU DIAGNOSTIC
ET DU TRAITEMENT SAUVE
DES MILLIONS DE VIES** P.5



RENTÉE SCOLAIRE 2025-2026 :



**EN PLUS DE L'EFFECTIVITE, LES ORIENTATIONS
AUTOUR D'UN IMPÉRATIF DE COHÉRENCE** P.3

OTR
OCCASION TRAVAIL



-20%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS ☎ 8201



FEDERER POUR BÂTIR
www.otr.org

EDITO

NE JAMAIS IMPOSER SA VÉRITÉ
À AUTRUI

S'il est souhaité que l'humain ne fasse pas économie de la vérité, il est également vrai de nos jours que la vérité est devenue une denrée rare, très rare.

Le bon sens voudrait que nous fassions des efforts pour justement dire la vérité, privilégier ce qui est et ne pas, pour des intérêts quelconques, tordre le coup aux faits. Pour y arriver, il nous faudra une certaine dose de courage pour ne pas se mentir et mentir à autrui.

Jean Jaures l'a si bien pensé quand il soutient que : "Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques."

Nous devons certes comprendre que la vérité absolue n'existe pas. La vérité n'est jamais exclusive. Ceci est vrai et cela l'est aussi. La vérité évolue et grandit avec l'esprit. C'est pourquoi nous ne devons jamais imposer notre vérité aux autres.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LCM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Impression : Saint Louis

Tirage : 2.500 exemplaires

Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

CORIS BANK INTERNATIONAL (CBI)/PROMOTION DE L'EDUCATION

100 ENFANTS TITULAIRES DE COMPTE "CORIS KID"
RÉCOMPENSÉS PAR DES KITS SCOLAIRES

Soutenir l'éducation en contribuant à une rentrée scolaire plus sereine pour les familles, récompenser la fidélité des clients qui épargnent régulièrement pour leurs enfants, via le compte CORIS KID, encourager la culture de l'épargne dès le bas âge, en valorisant les initiatives des parents et tuteurs, tels sont les objectifs de l'initiative de distribution de kits scolaires de Coris Bank International (CBI) aux titulaires des comptes "CORIS KID" depuis quelques années.

" Pour l'édition 2025, CBI Togo innove en proposant aux gagnants des bons d'achat de fournitures scolaires ; à chaque enfant de choisir librement les articles adaptés à ses besoins spécifiques ", fait-on savoir. Ce sont donc 100 enfants qui ont été récompensés à la veille de la rentrée scolaire. En réalité, l'initiative vise à récompenser la fidélité des parents et tuteurs qui épargnent pour leurs enfants, à travers "CORIS



KID", tout en contribuant à faciliter la rentrée scolaire des familles.

"CORIS KID" est un produit d'épargne de la famille des comptes épargne de CBI TOGO. "CORIS KID" est un compte réservé aux enfants de 0 à 17 ans. Rémunéré à 4,5% sur l'entière de l'épargne plus un bonus de 2,5% sur les intérêts cumulés. Le produit contribue à cultiver l'esprit d'épargne des parents pour le compte des enfants dès le bas âge.

L'un des caractéristiques du produit est de doter en début

d'année des kits scolaires à 100 comptes ayant un solde supérieur ou égal à 150.000 francs CFA au 31 août (fin des vacances scolaires) tirés au sort. " Ce principe s'inscrit dans le cadre de la politique RSE de la banque, mais aussi de l'engagement en faveur de l'éducation ", soutient CBI Togo qui affirme ainsi son engagement citoyen en promouvant le compte CORIS KID comme un produit bancaire attractif et bénéfique pour les familles togolaises.

Koudjoukabalo

AGRICULTURE :

MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION INTEGREE DU PAYSAGE (GIP)

À Yanda, localité située à 280 km au nord-est de Lomé, s'est tenu le lancement d'une opération de reboisement, initiée dans le cadre de la promue par le Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP). Au total, 4 100 plants fruitiers certifiés, dont des baobabs (greffés et non greffés), tamariniers (greffés et non greffés), nérés et jujubiers ont été mis en terre sur les sites pilotes de Nakpatongou (Kpendjal Ouest), Mangokoura (Plaine de Mô) et Badin (Est-Mono), situés dans les zones GIP du FSRP. Ces plantations couvrent une superficie d'au moins 41 hectares.

Cette initiative, portée par le ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural, en collaboration avec le ministère de l'environnement et des ressources forestières, contribue aux efforts nationaux de lutte contre le changement climatique en cohérence avec les priorités stratégiques du Gouvernement en matière de développement rural, de sécurité alimentaire et de gestion durable des ressources naturelles.

Au ministère de l'agriculture, on indique que la réussite de l'opération



Photo de famille

repose sur une approche participative exemplaire : les autorités locales, les ONG partenaires et surtout les communautés rurales bénéficiaires ont été pleinement associées à l'identification des sites et s'engagent désormais à entretenir les plants : " Dès que nous avons été sensibilisés sur les bienfaits du reboisement, j'ai aussitôt mobilisé ma communauté. Et comme on dit, la charité bien ordonnée commence par soi-même : je me suis personnellement engagé à assurer l'entretien des plants ", a affirmé Kodjo ODJILO, chef du village de Yanda.

Au-delà de l'enjeu environnemental, l'initiative ouvre également des perspectives économiques, notamment pour les femmes. Madame Agnès, bénéficiaire du pro-



Des membres du FSRP

jet, confie : " Grâce à ces arbres, nous pourrions produire du jus de tamarin, vendre les feuilles, les graines et la farine de baobab, ou encore les fruits du néré. Cela représente un vrai coup de pouce économique pour nous. "

Les populations bénéficiaires ont été sensibilisées aux avantages de l'agroforesterie, à l'importance du reboisement, et ont surtout insisté sur la nécessité d'assurer le suivi et l'entretien des plants. À travers cette action concrète, le FSRP illustre sa vision de faire de la transition agroécologique, une opportunité pour améliorer la résilience des communautés tout en créant de la richesse dans les ménages ruraux.

17 coopératives féminines

décrochent leurs certificats de salubrité

Il faut dire que l'appui du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-TOGO) se manifeste dans plusieurs domaines, par exemple à travers les activités visant à promouvoir une agriculture intelligente sur le plan nutritionnel, tout en renforçant la sécurité alimentaire et l'autonomisation des femmes.

C'est ainsi que dix-sept (17) coopératives féminines de transformation de céréales, spécialisées dans la production de farine infantiles enrichies au moringa, néré ou encore en patate douce à chair orange (PDCO), viennent de recevoir leurs certificats de salubrité et des

Suite à la page 4

RENTREE SCOLAIRE 2025-2026 :

EN PLUS DE L'EFFECTIVITE, LES ORIENTATIONS AUTOUR D'UN IMPERATIF DE COHERENCE

La reprise du chemin de l'école a été effective hier lundi 15 septembre 2025, avec une attention particulière des dirigeants de notre pays au plus haut sommet. Ils sont donc des millions sur toute l'étendue du territoire national, enfants, adolescents et jeunes à reprendre le chemin des classes. Un nouveau départ, une promesse de savoir, d'avenir et d'espérance pour notre Nation.

Face donc aux défis immenses du siècle (innovation, résilience, adaptation aux changements climatiques, transformations socio-économiques), il n'existe pas d'autre sanctuaire que l'institution scolaire pour préparer la relève et former les citoyens appelés à porter haut les aspirations collectives.

Par Crédo TETTEH

A la veille de la rentrée scolaire 2025-2026, le ministre des enseignements primaire et secondaire, Prof. Dodzi Komla KOKOROKO et son collègue de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, Isaac TCHIAKPE, ont, dans une lettre circulaire rappelé " la charge qui incombe à l'école de la République : être le creuset où se forge l'avenir de notre Nation.

Face aux défis immenses du siècle (innovation, résilience, adaptation aux changements climatiques, transformations socio-économiques), il n'existe pas d'autre sanctuaire que l'institution scolaire pour préparer la



Le ministre Dodzi Kokoroko face aux élèves

relève et former les citoyens appelés à porter haut les aspirations collectives ".

Les orientations de cette année scolaire 2025-2026 et l'impératif de cohérence

S'inscrivant pleinement dans l'agenda politique du Président du Conseil, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, les Ministres ont insisté, dans leur lettre circulaire, sur le fait que l'école est au cœur d'ambitieuses priorités : élargir et moderniser l'offre infrastructurelle et logistique, améliorer substantiellement les apprentissages et affiner l'orientation afin que la formation épouse les contours réels des secteurs porteurs d'emplois et d'autonomie.

Pour y parvenir, il est nécessaire d'articuler les orientations de cette année scolaire 2025-2026 autour d'un impératif de cohérence, notamment la poursuite et l'amélioration des conditions d'apprentissage, la poursuite de renforcement de l'encadrement, le renforcement

des dispositifs d'orientation vers les filières scientifiques et technologiques et la consolidation des passerelles entre les sous-secteurs de l'éducation pour mieux répondre aux besoins réels de l'économie nationale.

Une dynamique de réformes à accélérer

Notre pays, depuis un moment, s'est engagé dans une dynamique de réformes qui nécessite une accélération, en vue de poursuivre l'œuvre de construction d'une école moderne, affranchie des pesanteurs multiformes, des corporatismes étroits et des inerties délibérées.

Et cela, les Ministres Kokoroko et Tchiakpe en ont la ferme conviction. " Nous avons la conviction que les ruptures qu'exige l'école de la République appellent des choix pleinement assumés de rigueur, d'exigence et d'efforts partagés. Dans le même esprit, le dialogue avec l'ensemble de la communauté éducative, en particulier avec les partenaires sociaux, n'est pas une option et constitue la pierre angulaire d'un secteur éducatif inclusif, ouvert et apaisé " ont-ils affirmé dans leur lettre circulaire au

seuil de la nouvelle rentrée scolaire 2025-2026.

Un hommage mérité aux parents

En plus des efforts consentis par le Gouvernement pour offrir une belle rentrée scolaire aux apprenants, il est important de rendre aussi un hommage bien mérité aux parents et aux partenaires techniques et financiers pour leur constant engagement.

L'année scolaire, une période aussi porteuse de risques

Le déroulement de l'année scolaire est aussi une période porteuse de risques. Risque d'accidents sur nos routes, d'attroupements non maîtrisés aux abords des établissements, d'incivilités, de violences scolaires, de rackets, d'agressions et de dangers plus insidieux encore tels que la consommation de drogues, les intrusions ou le

sérénité d'envoyer son enfant à l'école, que chaque enseignant exerce sa mission dans un climat apaisé et sûr.

Ainsi, les forces de défense et de sécurité sont pleinement mobilisées, selon le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Colonel Calixte Madjoulba. " Elles seront présentes aux abords des établissements, sur nos routes, dans nos quartiers, et jusque dans l'espace numérique. Des dispositifs renforcés d'escorte, de patrouille et de surveillance seront mis en œuvre. Chaque alerte sera prise au sérieux. Chaque danger potentiel fera l'objet d'une réponse rapide et coordonnée " nous a-t-il confié.

Une Opération " Rentrée scolaire sûre " à reconduire chaque année

Prenant la mesure sécuritaire au sérieux, le Ministre de la Sécurité affirme que l'Opération " Rentrée scolaire

Des numéros verts gratuits

Des numéros verts gratuits sont accessibles 24h/24 et 7j/7 :

- o 1014 pour la sécurité publique,
- o 118 pour les sapeurs-pompiers,
- o 170 pour la protection civile.

Les vœux de Faure Essozimna Gnassingbé

Le Togo mise chaque jour sur son atout le plus précieux : ses enfants. A l'orée de cette nouvelle rentrée scolaire, je souhaite à tous nos enfants de l'épanouissement et du courage pour l'année académique 2025-2026.

Que cette nouvelle étape soit placée sous le signe de la discipline, de l'excellence et du dépassement de soi.

Je réaffirme notre engagement à œuvrer, aux côtés des acteurs du système éducatif, pour garantir à chaque enfant togolais un accès équitable à un savoir de qualité, dans un environnement sécurisé, inclusif et porteur d'espérance.

Bonne rentrée à toutes et à tous.

FEG



Le ministre Dodzi Kokoroko devant des élèves du primaire

cyberharcèlement.

Face donc à ces menaces, l'État a le devoir de réagir avec fermeté et anticipation. A ce sujet, le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile a pris des dispositions en mettant en place l'Opération " Rentrée scolaire sûre 2025 ".

Cette opération se veut un engagement clair, ferme et visible afin que chaque élève soit protégé sur le chemin de l'école, que chaque parent trouve la

sûre " ne sera pas ponctuelle. Elle sera reconduite chaque année, renforcée à chaque édition, et intégrée progressivement dans la stratégie nationale de sécurisation de notre pays.

Cette Opération s'ajoute aux réformes déjà en cours à savoir l'amélioration du maillage territorial avec des unités de sécurité dans chacune de nos communes, la professionnalisation et la montée en capacité de nos forces, la création d'unités spécialisées, et la conduite d'opérations spéciales pour assainir et sécuriser nos espaces publics.

Somme toute, protéger un enfant, c'est construire une Nation forte. Assurer une rentrée scolaire sûre, c'est investir dans la paix de demain. C'est dire haut et fort que l'avenir de nos enfants est sacré et qu'aucune menace, qu'elle soit sur nos routes, dans nos écoles ou dans nos écrans, ne sera tolérée.

Zozo

TOGO : LE PIB BONDIT DE 17,7 % AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024



L'économie togolaise a enregistré une forte accélération à la fin de l'année 2024, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 17,7 % au quatrième trimestre par rapport à la même période de 2023. La croissance annuelle s'est établie à 6,5 %, contre 6,2 % en 2023.

Au cours de l'année, l'activité a connu des rythmes contrastés : un recul de 5,8 % au premier trimestre, suivi d'une reprise progressive (+9,3 % au deuxième trimestre, +3,8 % au troisième), avant le rebond spectaculaire du dernier trimestre.

Selon l'INSEED, tous les secteurs ont contribué à cette dynamique. Le secteur primaire a progressé de 10,8 %, porté par de bonnes récoltes agricoles soutenues par les zones agricoles planifiées (ZAAP), la distribution d'engrais subventionnés et la mécanisation. Le secteur secondaire a affiché une hausse de 18,2 %, stimulée par la construction et la relance des industries extractives. Le tertiaire, pilier de l'économie, a enregistré une croissance de 19,4 % au dernier trimestre, grâce au commerce, aux services numériques et aux activités liées à l'import-export. Certaines branches sont restées en difficulté : la production et la distribution d'électricité et de gaz ont reculé de 42 % en 2024, l'hébergement et la restauration de 8,6 %, et l'administration publique de 8,9 %. Les autorités soulignent que cette dynamique positive découle des réformes engagées dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui vise à diversifier l'économie et à moderniser les infrastructures. Les mesures incluent le soutien aux PME agroalimentaires, la digitalisation des services et la modernisation du port de Lomé, plateforme régionale stratégique.

Source : @Republiquetogolaise.com

COP30 : LE TOGO PRÉPARE SA PARTICIPATION

Le Togo s'apprête à participer du 10 au 21 novembre à la 30ème Conférence des Parties sur le



climat (COP30) prévue au Brésil. Le ministre de l'environnement, Foli-Bazi Katari a entamé depuis la semaine dernière, une série de rencontres afin de mobiliser les partenaires techniques et financiers autour de cette échéance mondiale.

Que ce soit avec la FAO, l'IOIM, l'UNICEF, l'OMS, l'ambassade d'Allemagne ou encore le PAM, les discussions ont porté sur les contributions attendues de chaque institution pour accompagner le Togo dans sa participation. Le ministre a insisté sur la nécessité de définir clairement les priorités nationales afin que la délégation togolaise puisse aller défendre efficacement les intérêts du pays.

"On ne doit pas aller à la COP, encore moins en revenir, les mains vides", a souligné le ministre. Pour leur part, les partenaires ont salué cette démarche anticipative et se sont engagés à soutenir le pays. Les propositions recueillies seront étudiées par un comité interministériel, chargé d'élaborer un document-cadre fixant les dossiers prioritaires.

Source : @Republiquetogolaise.com

CONSOMMATION :

Régression de 0,3 % du niveau de l'indice harmonisé des prix

En août 2025, la baisse de prix observée dans les divisions de consommation "Transport" (-2,3%) et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-0,9%), "Loisirs, sport et culture" (-4,7%) et "Vêtements et chaussures" (-1,9%) a entraîné une régression de 0,3 % du niveau de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par rapport à son niveau d'août 2024. Toutefois, l'indice a progressé pour les divisions de consommation "Restaurants et services d'hébergement" (+5,3%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+5,7%).

Comparativement à la situation de juillet 2025 (évolution mensuelle), le niveau général des prix a diminué de 1,2 %. Cette baisse s'explique principalement par la régression des indices de la division de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-4,4 %). La baisse de l'indice global est cependant ralentie par la hausse des indices des divisions de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+0,5 %) et "Restaurants et services d'hébergement" (+0,5 %).

Les plus fortes baisses

Le recul du niveau des indices observée en août 2025 est imputable à la baisse du prix des produits suivants : "Igne pour fufou (karachi)" (-26,5%) ; "Igne" (-26,7%) ; "Tomates rondes (pomme) importées" (-38,7%) ; "Tomates rondes (pomme) locales" (-30,3%) ; "Tomates ovales locales" (-31,3%) ; "Adémè" (-12,6%) ; "Tomates ovales importées" (-26,8%) ; "Niébé (haricots blancs sec commun)" (-2,9%) ; "Carottes" (-26,0%) ; "Maïs blanc séché en grains crus vendu au grand bol" (-6,5%) ; "Maïs jaune vendu au bol" (-11,8%) ; "Riz local longs grains vendu au bol" (-2,4%) ; "Riz importé longs grains vendu au bol" (-2,1%) ; "Doèvi fumé (anchois)" (-6,7%) et "Akpala fumé (chinchard)" (-2,3%).



"Tomates rondes (pomme) importées" (-38,7%), la plus forte baisse

A contrario, les produits qui ont fait grimper le niveau général des prix en août 2025 sont : "Plat de haricot + gari" (+6,2%) ; "Plat de fufu + sauce viande" (+3,6%) ; "Sodabi locale artisanale dans une buvette" (+4,1%) ; "Plat de fufu + sauce poisson" (+2,5%) ; "Bois de chauffe" (+7,3%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,2% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a également connu une hausse de 0,1%.

Il faut noter toutefois, que la baisse du niveau général des prix en évolution mensuelle est principalement induite par la régression des prix des "Produits frais" (-5,0 %). Au regard de la provenance, les prix des produits "locaux" ont diminué de 1,4 % et ceux des produits "importés" de 0,6 %. Du point de vue de la classification sectorielle, la baisse est portée par la diminution des prix des produits du secteur "primaire" (-6,7 %) et "secondaire" (-0,3 %), atténuée par la légère progression des prix des produits du secteur "tertiaire" (+0,2 %).

En matière de durabilité, la baisse provient essentiellement des produits "non durables" (-2,7 %). Enfin, par rapport à l'origine, la régression mensuelle s'explique par la baisse des prix des produits d'Origine UEMOA (-1,6 %) et d'Origine hors UEMOA (-0,1 %).

Sur le trimestre

Comparativement à la situation de mai 2025), le niveau général des

prix en août 2025 a connu une baisse de 0,7%. Cette diminution est principalement due à la régression des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-3,5%) et "Information et communication" (-3,2%). Toutefois la division de consommation "Restaurants et services d'hébergement" (+2,8%) a tiré l'indice vers le haut.

Au regard des nomenclatures secondaires, et par rapport à l'état des produits, la baisse du niveau général des prix, en variation trimestrielle, s'explique principalement par la régression des prix des "Produits frais" (-4,3 %), atténuée par la hausse des prix des produits "Hors produits frais et hors énergie" (+0,4 %). S'agissant de la provenance, cette évolution trimestrielle résulte de la baisse des prix des produits locaux (-0,6 %) et importés (-1,0 %). La régression des prix des produits du secteur "primaire" (-6,7 %) a également contribué à cette tendance, tandis que les secteurs "secondaire" (+0,1 %) et "tertiaire" (+0,8 %) ont légèrement progressé. Du point de vue de la durabilité, la baisse trimestrielle est surtout portée par la diminution des prix des produits "non durables" (-2,3 %), atténuée par la hausse enregistrée pour les "Services" (+0,8%).

Enfin, par rapport à l'origine, la régression trimestrielle est liée à la baisse des prix des produits d'Origine UEMOA (-0,9 %) et d'Origine hors UEMOA (-0,3 %). Pour ce mois d'août 2025, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers

mois au niveau national, s'est établi à 1,1% contre 1,5% le mois précédent.

Glissement annuel

En août 2025, l'IHPC au Togo s'est établi à 103,8. Ce niveau d'indice, comparé à la situation d'août 2024 a régressé de 0,3%. Cette variation s'explique par l'effet de la baisse observée au niveau de l'indice des divisions de consommation "Transport" (-2,3%), "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-0,9%), "Loisirs, sport et culture" (-4,7%) et "Vêtements et chaussures" (-1,9%). La baisse a été amortie par la hausse de l'indice des divisions de consommation "Restaurants et services d'hébergement" (+5,3%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+5,7%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la baisse du niveau général des prix en glissement annuel est à mettre à l'actif de la diminution des prix des "Produits frais" (-3,1%) amortie par la hausse de prix des produits de l'"Energie" (+4,8%) et des produits "Hors produits frais et hors énergie" (+0,3%).

Au regard de la provenance, cette variation annuelle s'explique par la diminution de prix des produits "Importé" (-2,7%) amortie par les prix des produits locaux (+1,0%). La régression des prix des produits du secteur primaire (-2,8 %) atténuée par la hausse des prix des produits du secteur tertiaire (+1,4 %) a contribué à la baisse annuelle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la baisse du niveau général des prix en évolution annuelle s'explique par la régression des prix des produits semi-durables (-1,6 %) et durables (-0,6 %), atténuée par la hausse des prix des services (+1,4 %).

Par rapport à l'origine, la régression annuelle s'explique par la baisse des prix des produits d'Origine hors UEMOA (-1,1 %), atténuée par la hausse des prix des produits d'Origine UEMOA (+0,8 %).

AGRICULTURE :

MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION INTEGREE DU PAYSAGE (GIP)

Suite de la page 2

emballages étiquetés.

Ces unités de transformation ont été formées par le projet dans le but de contribuer à lutter contre la malnutrition, offrir des produits de meilleure qualité et à moindre coût aux couches les plus vulnérables et surtout de renforcer l'autonomisation économique des femmes rurales, comme le souligne la présidente de la coopérative Motoag-Man de Dapaong : "Avec ces nouveaux emballages étiquetés et la reconnaissance de salubrité, nous allons mieux vendre et améliorer nos conditions de vie. C'est une opportunité de sortir de l'informel."

Pour Elikplim, une coopérative

établie à Nyamassila, cette reconnaissance ouvre la voie à de nouvelles perspectives porteuses d'espoir et de possibilités : "Avec ces certificats, nous avons désormais la preuve que notre farine est sûre et répond aux normes. Nous pouvons aujourd'hui amener notre farine à l'hôpital de l'ordre de malte de Elavagnon qui est un grand centre de santé". Même enthousiasme à Kpalimé, où la responsable de FEMME SOLIDARITE souligne l'impact transformateur du programme : "Grâce à l'appui du projet, nous avons appris à renforcer nos pratiques d'hygiène et de transformation.

Ce certificat, c'est une fierté pour

toutes les femmes de notre coopérative, qui voient leur travail valorisé. Recevoir ce certificat et emballage est une victoire pour nous tous."

En plus de la certification, les coopératives bénéficient d'un soutien pour améliorer la présentation et l'écoulement de leurs farines. Ainsi, plus de 30 000 emballages étiquetés ont été acquis et distribués. Ces nouveaux packagings visent à améliorer la visibilité des produits dans les pharmacies, supermarchés et centres de santé ; des lieux jusqu'ici peu accessibles à ces productrices.

Pour marquer l'étape, une mission conjointe CTOP - FSRP - ITRA a sillonné les six régions agricoles

du pays du 19 au 25 août 2025 pour remettre officiellement lesdits certificats et emballages aux coopératives bénéficiaires.

Pour rappel, le chemin vers la certification a été rigoureux. D'abord, 720 femmes issues de 60 coopératives ont été formées aux bonnes pratiques de production et d'hygiène. Ensuite, un suivi rapproché a permis de sélectionner les 30 meilleures unités de transformation, parmi lesquelles 17 ont vu leurs produits validés par l'Institut National d'Hygiène (INH), après les analyses menées sur la base des prélèvements de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA).

CHANGEMENT CLIMATIQUE : L'approche innovante du Togo pour le développement des territoires

Le 1er juillet 2025, le Togo a procédé au lancement officiel du processus d'élaboration du Guide national d'élaboration d'un Plan de Développement Régional (PDR), intégrant les changements climatiques. Le processus s'inscrit dans la continuité de l'actualisation du Plan national d'adaptation au changement climatique amorcée en décembre 2024.

Une meilleure organisation du territoire

Au gouvernement, on indique que cette nouvelle orientation marque un tournant dans la manière dont les territoires seront désormais pensés et organisés. " Il ne s'agit plus seulement de planifier selon des logiques économiques ou démographiques, mais d'ancrer profondément les enjeux environnementaux au cœur de la planification des projets de développement des territoires ", fait-on savoir. L'enjeu est d'intégrer de manière systématique, les problématiques liées au changement climatique dans les stratégies de développement des territoires, en tenant compte des vulnérabilités des différentes régions de notre pays.

L'opérationnalisation des Plans régionaux de développement (PRD) intègre systématiquement les enjeux climatiques et marque une évolution majeure dans la planification des territoires. Cette démarche, résolument tournée vers l'avenir, traduit la volonté du Président du Conseil de bâtir un modèle de développement à la fois durable, inclusif et résilient, capable de répondre aux défis environnementaux, tout en assurant un mieux-être aux populations. Le



Table d'honneur lors de l'atelier d'Atakpamé sur l'élaboration du guide national du PDR

Togo affirme ainsi sa détermination à bâtir une gouvernance climatique forte, en phase avec les engagements internationaux, notamment l'Accord de Paris issu des Conférences des parties (COP) et les Objectifs de développement durable (ODD).

Les différentes initiatives témoignent d'un engagement pragmatique en faveur d'une action climatique concrète sur le terrain, avec des retombées attendues à la fois pour les populations locales et pour la préservation des écosystèmes. À travers ces résultats, le Président du Conseil, Faure Gnassingbé confirme sa volonté politique d'aller au-delà des simples mesures de planification et de gestion. Il s'agit de protéger durablement les populations les plus exposées aux effets du dérèglement climatique, en faisant de l'adaptation une priorité de développement.

Des ressources financières à la hauteur des ambitions

Pour concrétiser cette stratégie, le gouvernement a mobilisé des res-

sources financières conséquentes en vue de répondre, de manière efficace, aux multiples défis environnementaux. Dans cet élan de renforcement de la résilience des territoires, un montant de 305 milliards de FCA a été alloué à la mise en œuvre d'un vaste Plan d'adaptation et de gestion du Lac Togo. Ce programme comprend des actions de restauration écologique, de protection des écosystèmes et de mise en place de systèmes de surveillance environnementale pour mieux anticiper les risques.

Par ailleurs, un financement de 25 millions de dollars US soit environ 8,5 milliards de FCFA, a été mobilisé pour le renforcement des capacités nationales et régionales en matière de gestion des risques climatiques. Ces fonds permettront notamment de former les acteurs locaux, d'améliorer les outils de planification et de renforcer les dispositifs de réponse rapide aux catastrophes.

À cela s'ajoute un soutien financier de près de 25 millions de dollars

US supplémentaires soit plus de 17 milliards de FCFA obtenu auprès du Fonds vert pour le climat. Ce financement servira à la mise en œuvre d'un projet d'adaptation sur cinq ans, axé sur la résilience des communautés vulnérables et la préservation des ressources naturelles.

Des actions concrètes sur le terrain

Au-delà des financements qui sont le fruit de la diplomatie du Président du Conseil, le Togo a mis en place des mesures juridiques pour encadrer et renforcer la politique climatique. Ces efforts s'accompagnent d'une vaste campagne de reboisement national, considérée comme un levier stratégique dans la lutte contre le changement climatique. À fin août 2025, les efforts de reboisement engagés dans le cadre de la Campagne nationale de reboisement en lien avec la Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs. En effet, plus de 9 millions de plants ont déjà été mis en terre, couvrant une superficie de 11 544 hectares.

Au total, 21 millions de plants ont été mobilisés, permettant d'atteindre 125 532 hectares de terres reboisées à travers le pays. Ces actions s'inscrivent dans une vision à long terme, avec un objectif ambitieux de porter la couverture forestière à 25 % du territoire national et planter un milliard d'arbres à l'horizon 2030. Cette initiative vise non seulement à lutter contre la déforestation, mais aussi à renforcer la résilience des écosystèmes face aux effets du changement climatique.

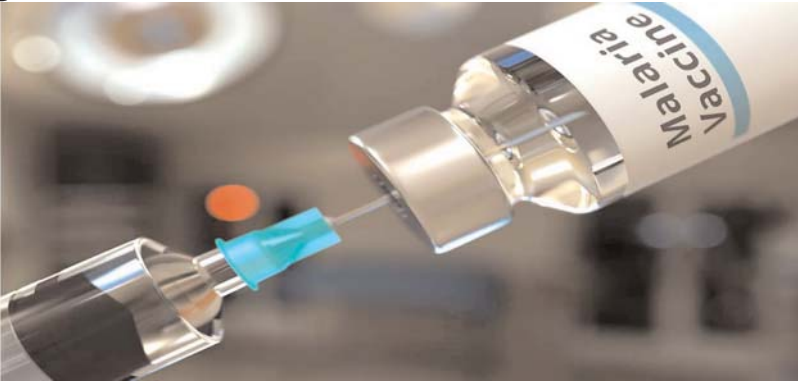
SANTE/ PALUDISME :

La gratuité du diagnostic et du traitement sauve des millions de vies

Le Togo a procédé ce 04 septembre 2025 au lancement officiel de l'introduction du vaccin contre le paludisme R21/Matrix-M dans le Programme élargi de Vaccination de routine, PEV au TOGO. Le pays devient ainsi l'un des pays africain à introduire à l'échelle nationale ce vaccin innovant, destiné à réduire la morbidité et la mortalité liées au paludisme chez les enfants de moins de cinq ans. L'objectif est de renforcer la protection des enfants contre cette maladie évitable, qui continue de faire des victimes chez les enfants de moins de 5 ans.

En effet, le paludisme reste une maladie endémique au Togo, mais depuis quelques années, le gouvernement a franchi une étape majeure : l'instauration de la gratuité du diagnostic (test rapide) et du traitement dans tous les centres de santé. Cette mesure permanente a transformé l'accès aux soins et continue de porter ses fruits.

Depuis le 6 mai 2019, les patients suspectés de paludisme ont accès gratuitement au test de diagnostic rapide (TDR), ainsi qu'aux traitements essentiels pour les formes graves (artésunate et artémé-



Le vaccin anti-paludéen

ther injectables) dans toutes les formations sanitaires, grâce à un financement conjoint de l'État et d'organismes comme le Fonds mondial, l'OMS et la Banque mondiale.

Cette mesure s'appuie sur une organisation solide des centres de santé, l'implication du personnel formé et une coordination efficace avec les partenaires techniques. L'impact de cette politique se mesure à travers les chiffres. Selon le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), le nombre de cas enregistrés est passé d'environ un million en 2017 à près de 600 000 en 2022, soit une baisse de 40 % en cinq ans. Dans le même temps, la mortalité liée au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans a chuté de 77 % entre 2017 et

2022, passant de 568 décès à seulement 131. Ce recul spectaculaire témoigne de l'efficacité d'une prise en charge rapide et gratuite.

En 2023, 1,8 million de cas de paludisme simple ont été traités avec une combinaison thérapeutique à base d'artémisinine, et des tests de diagnostic rapide ont été effectués sur plus de 2,3 millions de cas. Cette même année, 99 % des cas simples ont effectivement reçu un traitement, confirmant la régularité et la disponibilité des soins. La lutte s'est aussi appuyée sur la mobilisation communautaire : 20 650 cas ont été pris en charge par des volontaires nationaux, démontrant la complémentarité entre les services de santé et l'action de proximité. Par ailleurs, la prévalence

parasitaire chez les enfants de moins de cinq ans est passée de 36,2 % en 2014 à 25 % en 2022, une tendance qui reflète la réduction de la transmission.

Un nouveau palier a été franchi en 2024. Les progrès contre le paludisme se confirment : l'incidence de la maladie a reculé de 286 cas pour 1 000 habitants en 2023 à 258 cas pour 1 000 habitants en 2024. Le taux de mortalité hospitalière a également baissé, passant de 15 % à 11,7 % pour 100 000 habitants sur la même période.

Avec l'introduction du vaccin antipaludique R21 dès septembre 2025, l'objectif est d'atteindre au moins 80 % de couverture chez les enfants de 5 à 7 mois et 70 % pour ceux de 16 à 23 mois, afin de renforcer durablement la protection des plus vulnérables. Ces efforts illustrent la détermination du ministère de la Santé et de la Protection sociale à faire reculer le paludisme, première cause de mortalité infantile dans le pays. En mettant la gratuité du diagnostic et du traitement au cœur de sa stratégie, le gouvernement élargit l'accès aux soins et pose les bases d'une santé publique plus équitable et plus efficace.

Zozo

URGENCE : AVIS DE RECHERCHE



Il est recherché pour le compte de la famille BEKOUTARE, la nommée maman BEKOUTARE Pelagie. Maman BEKOUTARE Pelagie a quitté le domicile sis à Agbalepédo, dans les environs de Cour lumière, au niveau des pavés d'Agbalepédo, à Lomé, le Samedi le 13 septembre 2025 dans l'après-midi, et n'est plus revenue.

Au moment de sa disparition, elle était vêtue d'un pulllover blanc-noir et un pagne mélange vert. Maman BEKOUTARE Pelagie est Nawda, originaire de la préfecture de Doulégué. Prières à toute personne qui aurait des informations pouvant permettre de la retrouver, ou si vous la voyez, veuillez contacter les numéros suivants :

91 89 21 12 / 90 64 90 14 ou la conduire au poste de police le plus proche.

Merci pour votre précieuse collaboration !

@mochizy

BAGA/ 10ÈME ÉDITION DE DISTRIBUTION DE KITS SCOLAIRES : UN ACCENT PARTICULIER SUR L'ÉDUCATION ET L'EXCELLENCE



Le canton de Baga, dans la préfecture de Niamtougou, a vibré, le samedi 13 septembre écolé, au rythme de la 10ème édition de la distribution des kits scolaires. Organisée par l'Union pour la République (UNIR), cette initiative, devenue un rendez-vous annuel, a permis de célébrer non seulement l'excellence académique et mais aussi, et surtout, de réaffirmer l'engagement du parti à rendre l'éducation accessible à tous.

Un projet au service des élèves

Le projet PASKITS, piloté par la section UNIR-Baga, a pour ambition de soutenir les élèves démunis et d'encourager les meilleurs résultats scolaires. Cette année, 200 kits ont été remis aux élèves des écoles et du lycée du canton.

Les kits comprennent du matériel complet : ordinateurs portables, dictionnaires, sacs, cahiers, stylos, gummis, taille-crayons, ardoises, ensembles géométriques, rames de papier, règles et crayons de couleur. Des appuis financiers ont également été distribués pour soutenir les nouveaux bacheliers, les répétiteurs ainsi que l'organisation de concours d'orthographe et de sciences au cours de l'année scolaire 2025-2026.

Un investissement de 3,5 millions de FCFA

L'ensemble du projet représente un coût global de 3 500 000 FCFA, couvrant les fournitures et le matériel. Ce geste s'inscrit dans la politique nationale d'éducation, qui place l'école et l'inclusion sociale au cœur du développement du pays.

@mochizy

RENTREE SCOLAIRE 2025-2026 : LE PRÉSIDENT DU CONSEIL OFFRE DES KITS SCOLAIRES AUX FILLES DU CANTON DE BAGHAN (BASSAR)



La veille de chaque rentrée scolaire est un moment de casse-tête pour les parents d'élèves. Pour cette 2025-2026, les parents d'élèves et les jeunes filles du canton de Baghan, dans la préfecture de Bassar, ont exprimé leur gratitude au Président du Conseil, Faure Essoumma Gnassingbé, qui leur a offert des kits scolaires. Composés de cahiers, de livres, de boîtes de craies, de stylos à billes et d'autres accessoires scolaires, ces kits ont été remis officiellement par le préfet de Bassar, le Colonel Hadabalo Asiah, lors d'une cérémonie organisée à l'école centrale de Baghan le vendredi 12 septembre 2025.

La cérémonie a rassemblé des cadres du milieu, des conseillers pédagogiques, des directeurs d'école, des chefs-cantons et des chefs de villages.

Le préfet de Bassar, le Colonel Hadabalo Asiah, a souligné l'importance du geste du Président du Conseil et sa vision pour une éducation de qualité des jeunes filles togolaises, en particulier celles du canton de Baghan. Il a encouragé les filles à faire bon usage des kits scolaires pour devenir ambassadrices de l'éducation.

Le conseiller pédagogique Gnadoom Ahlam a qualifié le geste du Président du Conseil de salutaire et a affirmé que le don des kits scolaires prouve l'attachement du PC à l'éducation des filles.

Yadjire Korma, Chef secteur pédagogique, a quant à lui, vu dans le choix du canton de Baghan, comme un signal fort du PC montrant son amour pour la préfecture de Bassar. Il a demandé aux populations de soutenir les efforts du Président. (.)

@mochizy



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



-20%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS

8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Tous à l'école

Préparez vos enfants à briller,
dès le premier jour.

Jusqu'à
5mois* de salaire



Réponse en **24H****



Remboursement sur
11mois maximum

* Offre soumise à conditions
** Pour les remboursements et prêt pour les nouveaux passés



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



f in | www.boatogo.com



CORIS MONEY
Simple et cool !

CORIS MONEY

TRANSFERT D'ARGENT

et bien+



Dépôt/Retrait
d'argent



Paie ment
de factures



Bank to Wallet
Wallet to Bank



Paie ment
marchands



Abonnement TV



Paie ment
de salaire



Transfert
d'argent



Rechargement
de crédit
téléphonique
et internet

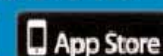


Retrait GAB

Centre de contact :
8283

www.corismoney.com

Disponible gratuitement sur



SIMPLE & COOL

par

